

Le Canada prend part aux délibérations précédant le Sommet de Genève

Dans une allocution prononcée à la Chambre des communes le 28 octobre dernier, le premier ministre Brian Mulroney a parlé de la réunion des chefs des cinq principaux alliés des États-Unis, qui a eu lieu à New York le 24 octobre. Voici des extraits de la déclaration du Premier ministre :

« Monsieur le Président, beaucoup de chefs d'État et de chefs de gouvernement sont venus à New York pour le 40^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Le président Reagan a profité de cette situation particulière pour avoir des entretiens avec les chefs des cinq principaux alliés des États-Unis, ce qui comprend le Canada. Il s'agissait d'un échange de vues au sujet de la prochaine réunion entre le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev, à Genève. J'avais déjà fait connaître certaines de mes opinions au président par lettre et lors de conversations téléphoniques.

Le président a certainement raison d'avoir pris cette initiative. Une première réunion en six ans, entre les dirigeants soviétiques et américains, ne peut être que cruciale, quelles qu'en soient les circonstances. Mais elle l'est d'autant plus

maintenant que les soviétiques ont un nouveau chef remarquable et les États-Unis un président expérimenté qui jouit d'un appui considérable dans son pays. Cela est important parce que le président américain doit soumettre tout accord au Sénat pour ratification. À New York, les six leaders occidentaux ont reconnu que ces circonstances représentaient peut-être une occasion unique de renouveler les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique et de leur donner un ton constructif.

Nos entretiens ont bien valu tout le temps que nous y avons consacré. En deux séances de plus de cinq heures, le président a pu exposer ses idées en détail et demander l'opinion des autres. Le degré de compréhension mutuelle a été remarquable. Le président sait qu'il emporte avec lui à Genève, non seulement les espoirs et les attentes de son peuple, mais également ceux de tous les pays occidentaux. Il dispose de leur appui total. Il est conscient que le contrôle des armes et le désarmement sont d'une importance capitale pour l'avenir du monde. Mais il est aussi d'avis que des progrès sur cette question capitale ne sauraient être réalisés sans qu'il soit tenu compte de toutes les autres questions comme les

droits de la personne, les relations commerciales et culturelles et les conflits régionaux. Les chefs d'État ont reconnu qu'il serait déraisonnable de faire un procès d'intention au nouveau chef soviétique. Nous chercherons tous à conclure une entente honorable, si c'est possible.

À New York, nous avons convenu que le président des États-Unis devrait tenir une séance d'information complète à l'intention des membres de l'OTAN immédiatement après le sommet de Genève. Je suis donc fort heureux, monsieur le Président, d'annoncer aujourd'hui à la Chambre que les chefs d'État des pays membres de l'OTAN se réuniront à Bruxelles, le jeudi 21 novembre, pour entendre les impressions du président Reagan à l'issue de sa rencontre avec M. Gorbatchev.

Nous connaissons les lacunes et les limites de l'ONU, mais nous savons bien que les pays accompliront davantage ensemble que séparément. Sur ce chapitre, je suis particulièrement satisfait de voir combien l'alliance de l'Ouest est solide, unie et dynamique. Nous avons constaté combien la cohésion qui caractérise notre action commune était évidente lorsque les chefs du Royaume-Uni, du Japon, de l'Italie, de l'Allemagne de l'Ouest et du Canada ont rencontré le président Reagan pour discuter du prochain sommet. Nous avons tous démontré que nous étions profondément attachés à l'alliance et aux principes qu'elle défend. Nous avons aussi convenu d'explorer toutes les solutions et mesures possibles pour alléger les tensions dans le monde et favoriser la collaboration entre les deux super-puissances.

Le président Reagan ne m'a pas désapprouvé lorsque je lui ai demandé instamment, au nom de tous les Canadiens, de faire un effort supplémentaire pour en arriver à un accord équitable, en partant du principe que M. Gorbatchev souhaite tout autant que nous établir une paix durable. Voilà ce que nous considérons comme indispensable à la conclusion d'un accord juste et vérifiable. La recherche de la paix est l'affaire de tout le monde, monsieur le Président. Le Canada ne sera pas représenté à Genève, mais ses intérêts seront défendus. Nous demeurerons vigilants pour qu'ils le soient toujours avec efficacité et compétence. »



Les chefs de gouvernement (de gauche à droite) : Bettino Craxi (Italie), Margaret Thatcher (Royaume-Uni), Ronald Reagan (États-Unis), Yasuhiro Nakasone (Japon), Helmut Kohl (Allemagne de l'Ouest) et Brian Mulroney (Canada), à la réunion de New York.

BPM